

Membre du « Comité Opérationnel chargé de l'expérimentation
sur l'abaissement de l'exposition aux champs électromagnétiques »
dans le cadre du Grenelle des Ondes.

Membre du « **Rassemblement pour la Planète** »

Paris, le 20 Septembre 2013

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Ces dernières années, le développement des nouvelles technologies numériques de communication a pris de plus en plus de place dans nos vies et dans le paysage économique.

La révolution du haut débit avec la fibre optique pour Internet a permis des progrès considérables pour le transfert de fichiers et des possibilités nouvelles d'applications sur le plan personnel et professionnel, ce qui constitue une avancée majeure et un atout pour les territoires qui ont la chance d'être desservis par ce système.

D'ailleurs l'association nationale Robin des Toits milite depuis des années pour que soit réduite de façon durable et pérenne la fracture numérique, sur l'ensemble de notre territoire, avec des solutions filaires (techniquement supérieures aux solutions sans fil, et non dangereuses pour la santé contrairement à ces dernières). Nous nous sommes battus aux côtés des élus de terrain pour un vrai haut débit digne de ce nom (à plus de 2 mégabits par seconde) en militant pour un passage à la fibre optique, et là où cela était trop onéreux, ou trop complexe, pour une modernisation des réseaux cuivres existants (en augmentant le diamètre des sections de câbles et par la création de nouveaux Nœuds de Raccordements Abonnés afin de réduire les distances cause de la baisse du débit avec l'éloignement du NRA).

Nous avons constaté combien la fracture numérique était importante et à quel point des territoires ruraux étaient exclus de la partie et mis ainsi au ban du développement. Mis d'autant plus en situation de retard numérique qu'on leur proposait, comme seule alternative à des réseaux filaires vétustes, des solutions de connexions dites hertziennes en WIFI et en WIMAX et qui les plafonnaient, de fait, à un débit de 1 megabit par seconde grand maximum, tout en les exposant à un risque sanitaire non négligeable. De plus, en refusant de rénover et de moderniser le réseau filaire existant, on laissait parfois persister des situations inacceptables en matière de service public quant à la téléphonie fixe (coupures, mauvaises communications, état déplorable des infrastructures...), alors qu'un investissement dans le réseau filaire historique permettait, tout à la fois, de renforcer le service en téléphonie fixe et de proposer un vrai haut débit, puisqu'il s'agit des mêmes structures et réseaux pour acheminer le signal.

Le gouvernement nous annonce un plan Très Haut Débit qui a pour ambition de couvrir tout le territoire. S'il s'agit d'un plan qui utilise la technologie filaire (fibre et cuivre) et ponctuellement le satellite pour les zones très isolées et reculées, nous applaudissons des deux mains. Mais s'il s'agit encore d'un moyen d'imposer à la population une augmentation de son niveau d'exposition en matière de champs électromagnétiques micro-ondes pulsés avec des technologies sans fil type 3G, 4G, WIFI... avec la pose de nouvelles antennes relais beaucoup plus puissantes, nous tirons immédiatement la sonnette d'alarme. A ce rythme on ne pourra plus atteindre l'objectif de la limite d'exposition à 0,6 V/m du public (seuil de précaution sanitaire selon les scientifiques indépendants de l'industrie, sur la base de la technologie 2G).

Comme vous le savez, déjà, parallèlement à l'essor de la fibre optique et à la modernisation des technologies filaires cuivre, on assiste à une diversification des modes d'accès à Internet qui utilisent des moyens de transmission sans fil (WIFI, 3G, 4G etc...), sans se préoccuper des conséquences sanitaires pourtant pointées par le Centre International de Recherche sur le Cancer en 2011, et aujourd'hui, par plus de 5000 études scientifiques, sur la plan international, qui concluent à la nocivité de ces ondes sur l'ensemble du vivant (animal, végétal et humain). On est en train de laisser le marché et les industriels du secteur de la téléphonie mobile décider, non seulement de ce à quoi doit ressembler le monde de demain, en nous dictant des comportements d'accès à Internet via des modes de connexion qui correspondent uniquement à des enjeux d'offres commerciales, mais aussi de les laisser décider de fait (par une couverture du territoire express en 4G, sans aucune évaluation des conséquences sanitaires) de questions de santé publique sur lesquelles les opérateurs, ou même des institutions comme l'ARCEP ou l'ANFR, ont tout sauf la compétence pour statuer.

On vous parlera certainement aussi, Mesdames et Messieurs nos élus, de compteurs dits « intelligents » type LINKY comme d'un pilier de la transition énergétique ou du développement durable. Ces compteurs sont des compteurs électriques nouvelle génération, c'est-à-dire radio-relevés (l'industrie veut aussi généraliser ce système au gaz (GAZPAR) et à l'eau) et qui constituent une absurdité technique majeure et un non sens sanitaire total. Car ces compteurs émettent des ondes : ils sont chacun équipés d'une mini antenne relais qui transmet les données en temps réel. Résultat : augmentation inutile de l'exposition du public aux champs électromagnétiques avec autant d'antennes que de compteurs dans chaque foyer, alors qu'il

serait bien plus pérenne et sans effet sanitaire de passer par le réseau téléphonique-Internet filaire existant, utilisant un raccordement basique et peu coûteux. En effet, niveau coût, là encore le dispositif émetteur d'ondes en continu, pour alimenter son fonctionnement, crée une surconsommation électrique : pour un dispositif qui prétend faire réaliser des économies d'énergies c'est plus que paradoxal ! Alors qu'en filaire, plus économe (transmission des données en temps réel mais via le réseau téléphone-Internet), on évite ce double non sens.

Le réseau de téléphonie fixe, modernisé avec la fibre et des sections cuivre plus larges, doit être la pierre angulaire du développement du numérique en France pour plusieurs raisons :

- Il est fiable et couvre déjà tout le territoire
- Il est pérenne et techniquement plus performant
- Il reste fonctionnel en cas de coupure électrique contrairement à tout système fonctionnant par antennes relais elles-mêmes alimentées par le réseau électrique
- Contrairement aux technologies sans fil, il n'est pas facilement piratable
- Contrairement aux technologies sans fil, il ne présente pas de risque pour la santé

C'est le système adapté pour l'école numérique et l'hôpital numérique en terme de sécurité sanitaire pour des personnes plus fragiles (enfants et malades) et de sécurité technologique pour les données et leur confidentialité (notes, fichiers des malades etc...)

Puisque nous parlons du réseau filaire, nous tenons aussi à attirer votre attention sur la disparition programmée des cabines téléphoniques par l'opérateur qui en a la charge, alors qu'il s'agit d'un service public et que le territoire était déjà quadrillé efficacement des zones urbaines aux plus rurales. Nous vous rappelons qu'en cas de coupure électrique (accidents réseau, inondations, attentats...) il n'y a plus de réseau mobile et que les appels d'urgence ne peuvent être passés que depuis les cabines et les lignes fixes. Elles doivent donc absolument être maintenues dans un maillage correct à l'échelle de notre territoire national.

Le monde devient de plus en plus complexe et technique, et face à cela, nous le savons, les élus ne peuvent pas sur tous ces sujets avoir toutes les cartes en main, disposer de tous les éléments pour décider, et ils font parfois tout simplement confiance aux industriels du secteur. Les récentes affaires du MEDIATOR, de l'amiante et tant d'autres doivent inciter à la prudence. Tout comme la présence de nombreux conflits d'intérêts au niveau de certains travaux de recherche dans le domaine des technologies du sans fil, qui se veulent excessivement rassurants, et que les associations lanceuses d'alertes, comme la nôtre, ne manquent pas de dénoncer pour servir l'intérêt général. Notre but est de protéger la santé publique et de se faire le porte voix des chercheurs indépendants de l'industrie du sans fil qui peinent étrangement à se faire entendre.

Le développement économique d'une société ne peut se faire au détriment de sa santé publique. Personne ne peut le souhaiter. Alors il faut agir pour le rendre éco-compatible, bio-compatible et durable. C'est l'enjeu réel et urgent de notre temps pour la téléphonie mobile, comme pour le climat, Mesdames et Messieurs les parlementaires, et pour les ondes de type téléphonie mobile il est grand temps d'agir car les champs électromagnétiques sont reconnus comme co-promoteurs de cancers et possiblement promoteurs (même sans aucun autre agent cancérigène). C'est un réel enjeu de santé publique. C'est également un réel enjeu de développement social et économique.

Le bal des études contradictoires (selon qu'elles sont indépendantes ou non via financements et crédits, via scientifiques liés à l'industrie ou non) est un phénomène bien connu, pour nous lanceurs d'alertes, en matière de crises sanitaires. Il n'a qu'un seul but de la part des lobbies : semer le trouble et le doute dans les esprits, afin de retarder le moment où il y aura tellement de malades qu'on ne pourra plus nier la crise sanitaire, ni le lien de cause à effet existant avec les champs électromagnétiques. Malheureusement il sera trop tard. Mais le marché de la téléphonie mobile aura pu prospérer en toute impunité sur le dos des citoyens. Nous ne voulons pas de ce monde là et nous voulons croire que vous non plus, élus de nation, vous n'en voulez pas. Que vous croyez encore à la primauté du politique et à l'action prioritaire et nécessaire des élus, aux côtés de la population, sur de tels choix de société.

Nous vous invitons à vous rapprocher de notre association nationale et de nos délégués régionaux dans vos territoires, afin de poursuivre cet échange sur quel numérique nous voulons pour demain et dans quelles conditions techniques et sanitaires.